



Rindran'ny Olompirenena
Hiarovana ny Iaraha-manana

MIEUX GOUVERNER DANS LA CONCERTATION ET L'ETAT DE DROIT POUR ASSEOIR UN DEVELOPPEMENT HARMONIEUX ET PRÉSERVER LA PAIX SOCIALE

Notre pays a été marqué ces dernières semaines par des prises de décisions et des actions des dirigeants publics qui ont régulièrement provoqué des polémiques au sein de l'opinion publique et suscité de grosses incertitudes pour l'avenir proche et lointain: marche arrière sur le PSE (Plan Sectoriel de l'Education) , mise en place des gouverneurs sans, entre autres, mise à disposition au grand public et dans la presse du décret, élaboration du PEM (Plan Emergence Madagascar) sans concertations régionales ni accès au document avant l'atelier dit de concertation le 05 Octobre dernier, fuite des sujets du bac et décision d'organiser une deuxième session pour ceux qui auraient échoué, poursuite du projet Tanamasoandro (nouvelle ville à bâtir en périphérie d'Antananarivo) dans l'opacité au niveau des études de viabilisation et dans un contexte de contestation des populations concernées, interdictions de sortie du territoire de femmes avec témoignages à l'appui au niveau de l'aéroport international, ...). Elles ont régulièrement provoqué des polémiques et toutes sortes d'interrogations, tandis que certains problèmes semblent ne pas être suffisamment pris en compte: extension alarmante des feux de brousse et des défrichements de forêt, accaparement des terres...

Nous approuvons que toutes ces prises de décisions et ces actions par le gouvernement sont motivées par la volonté de répondre aux besoins de la population., Toutefois, force est de constater qu'elles tendent à soulever des questions et des doutes quant à **leur assise légale, leur respect des droits humains et leur pertinence à apporter des solutions pertinentes et durables**. Ces prises de décision sont, de plus, généralement prises dans l'opacité, au niveau d'un cercle restreint et sans ouverture au dialogue et à la concertation. Cela exacerbe les frustrations des citoyens, qui ne sont pas consultés, et sont donc les derniers informés et les premiers à en subir les conséquences négatives. **C'est le mode de gouvernance des dirigeants actuels qui est mis en cause et qui doit être revu en profondeur et amélioré.**

Nous exhortons ainsi le gouvernement à prendre en compte et appliquer les règles de bonne gouvernance à travers:

- **Le respect de la Loi**

La Loi est le fondement de la démocratie et permet de maintenir la paix au sein des communautés. Le respect des textes n'est pas une option mais une obligation pour tous et les gouvernants doivent montrer l'exemple dans son respect et son application stricte pour éviter les cas de jurisprudence qui nous feraient basculer dans l'anarchie. Selon l'article 6 de la Constitution : « *La loi est l'expression de la volonté générale. Elle est la même pour tous, qu'elle protège, qu'elle oblige ou qu'elle punisse.* »

- **La transparence**

Le gouvernement doit mettre à la disposition des acteurs concernés et des citoyens tous les textes et tous les éléments qui leur permettront de comprendre les orientations de l'action publique, sa mise en œuvre, les réalisations et l'utilisation de l'argent public. **L'application de la transparence par le gouvernement permettra l'instauration de la confiance entre les dirigeants et tous les citoyens, condition nécessaire pour éviter que l'ordre public soit facilement perturbé et permettre d'avancer sereinement vers un développement harmonieux de l'ensemble de la population et du pays.**

- **L'implication des citoyens et de toutes les parties prenantes dans les décisions (réforme pour mieux gouverner)**

Le gouvernement doit mettre en place des plateformes de concertation incluant tous les acteurs et les parties prenantes (administration, secteur privé, syndicats, partis politiques, société civile dans son ensemble, ...) , sur tout le territoire et permettant des interactions véritablement dynamiques et constructives en vue de prises de décision idoines en phase avec les besoins réels de la population . **Le développement inclusif et durable est l'affaire de tous et doit nous impliquer tous, pour favoriser l'adhésion et l'appropriation de tous et fédérer les énergies et les compétences autour d'objectifs communs.**

- **L'application de la redevabilité**

Le gouvernement doit être redevable envers les citoyens et doit mettre en place à tous les niveaux de prises de décision et d'action publique des mécanismes réguliers de reddition des comptes et des réalisations. Le Citoyen a le droit de savoir ce que l'Etat fait de son argent et ce dernier doit avoir l'obligation et l'honnêteté de rendre des comptes.

- **Une responsabilité assumée liée à la culture de résultats**

Nous pensons que le Président travaille inlassablement sans nécessairement produire des résultats palpables et qui font avancer aux yeux des citoyens. De plus, les citoyens ressentent une omniprésence de la Présidence dans les prises de décision au détriment des autres membres du gouvernement qui sont pourtant chèrement rémunérés. La répartition des tâches et les responsabilités doivent être claires entre les différents niveaux de l'Exécutif, avec des objectifs et des indicateurs de résultats pertinents et transparents.

Les citoyens malagasy aspirent à la stabilité et veulent envisager un avenir meilleur avec des conditions de vie décentes dans un Etat de droit pour leurs enfants. A travers des actions significatives d'ouverture à toutes les parties prenantes et de volonté d'appliquer le *teny ierana* (*chère au peuple Malagasy*) dans la transparence et la redevabilité, la Présidence et le Gouvernement lanceraient un signal fort à tous les citoyens de leur volonté d'apaisement, d'humilité/d'humanité et d'œuvrer effectivement pour le développement inclusif et durable que les Malagasy méritent.

Depuis l'accession au pouvoir des nouveaux gouvernants il y a 9 mois, reconnaissons que les tâches à assumer sont immenses dans la lutte contre la pauvreté et la corruption, et que les résultats ne se réalisent pas du jour au lendemain. Néanmoins, ils pourraient être les champions du changement tant désiré à Madagascar, par l'adoption tangible de meilleures pratiques de gouvernance, fructueuses à terme pour le pays.